Migration malienne au Cameroun

à la conquête du secteur informel

Pierre Cisse

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/295>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.295

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2009

Pagination : 38-51

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Pierre Cisse, « Migration malienne au Cameroun », *Hommes & migrations* [En ligne], 1279 | 2009, mis en ligne le 29 mai 2013, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/295> ; DOI : 10.4000/hommesmigrations.295

Migration malienne au Cameroun

À la conquête du secteur informel

Par Pierre Cisse,
ISFRA, université de Bamako (Mali)

L'attractivité économique du Cameroun à partir des années quatre-vingt a drainé une population d'émigrés maliens. S'appuyant sur un système efficace de réseaux de parenté, la communauté malienne du Cameroun assure sa propre pérennité. En offrant systématiquement un emploi au membre nouvellement venu, elle s'annexe des pans entiers de l'économie camerounaise. Ce faisant, à Yaoundé ou à Douala, elle se met aussi à dos une population autochtone concurrente.

Relativement ancienne, l'émigration malienne a connu un tournant après les indépendances, en privilégiant de nouvelles destinations. Tandis que les migrants des régions frontalières avec la Côte d'Ivoire se sont tournés vers leur voisin, les ressortissants de la région de Kayes se sont dirigés, à partir des années soixante, vers l'Europe, notamment la France.

L'émigration malienne est difficile à quantifier, car les chiffres avancés oscillent entre 2 et 4 millions de Maliens de l'extérieur. Le dernier Recensement général de la population et de l'habitat – datant de 1998 et publié en 2001 – ne distingue plus les Maliens partis “à l'étranger” de ceux résidant “à l'intérieur du pays”, ce qui interdit de différencier les populations maliennes en fonction de leur lieu d'installation.

Une migration économique

Avec la crise économique des années quatre-vingt, les migrants maliens ont privilégié les pays d'Afrique centrale. Ainsi, le Cameroun, qui était auparavant peu concerné par l'immigration malienne, est progressivement devenu une destination attractive. Le pays offre, en effet, aux émigrés maliens des opportunités de travail qu'ils n'ont plus dans les pays voisins d'Afrique de l'Ouest (le Sénégal, le Ghana, et plus particulièrement la Côte d'Ivoire, qui reste toutefois le principal pays d'accueil)⁽¹⁾. La migration malienne est essentiellement une migration de main-d'œuvre non-qualifiée, laquelle peut espérer acquérir un savoir-faire qui ne lui serait pas accessible autrement. On assiste ainsi, chez les immigrés maliens, à des reclassements socioprofessionnels, notamment avec l'accession à des activités réservées au Mali, à des gens dits “de caste” (comme la forge). L'émigration vers le Cameroun dont les débuts remonteraient aux années trente, s'appuie, pour une part, sur une intégration à caractère social. Elle est soutenue, par ailleurs, par un système d'intégration familial, avec des conséquences sur des comportements tels que le regroupement familial, le mariage à l'étranger, l'éducation des enfants nés de l'immigration. Il s'agit d'explorer cette double intégration, sociale et familiale, qui s'inscrit dans une stratégie communautaire de développement.

Sècheresses et crises politiques : les moteurs de l'émigration malienne

Certaines sources évaluent la communauté malienne du Cameroun à près de 5 000 personnes (COMACAD⁽²⁾ et ARMACAM⁽³⁾, 1999-2000), tandis que le Recensement

administratif à caractère électoral (RACE, 2001) avance le nombre de 5 990 personnes. Cette population d'immigrés est très dispersée à l'intérieur du pays. Le littoral, avec ses potentialités économiques, connaît la plus forte implantation – 87% de la communauté malienne, largement devant les régions du Centre et du Nord – seulement 13%. Les ressortissants des régions de Mopti au nord du Mali (43,5%) et de Kayes à l'ouest (25,3%) sont les plus représentés.

La prédominance des ressortissants de ces deux régions – dans les villes de Douala, capitale économique et commerciale du pays, et de Yaoundé – peut s'expliquer par les sécheresses successives de 1970, 1980 et 1984, qui les ont particulièrement touchées. Elle s'explique également par la crise des années quatre-vingt qui a frappé tous les pays de l'Afrique de l'Ouest, surtout la Côte d'Ivoire, jusque-là destination privilégiée des jeunes migrants maliens⁽⁴⁾. L'attractivité du Cameroun est encore liée à la dynamique du secteur informel dans ce pays, lequel a pendant longtemps peu intéressé les autochtones.

La première vague d'immigration couvre la décennie soixante. Les enquêtes collectives ont montré que les Dogon ont été les pionniers de l'immigration malienne au Cameroun. Un de ces pionniers, El Adj Oumar Banou est venu de Bandiagara à Maroua comme menuisier et tôlier en 1963. Selon le Bureau des ressortissants dogon, Douala a longtemps été le passage obligé pour les Dogon islamisés allant à la Mecque via le Soudan. Parmi ceux qui n'ont pas pu rallier la Mecque, certains sont restés au Soudan, d'autres se sont repliés dans la partie nord du Cameroun.

Dernière résidence avant l'arrivée au Cameroun

De 1985 à 1990 a lieu une seconde vague d'émigration malienne. Elle correspond à la fois à des années de sécheresse et de mauvaises campagnes agricoles au Mali, et à la crise économique qui a frappé la Côte d'Ivoire de 1980 à 1984. Les arrivées massives des Maliens en provenance de Côte d'Ivoire s'observent durant la période 1985-1994, où le pays s'enfonce dans la crise économique et politique. On constate qu'un tiers des migrants interrogés y ont résidé. *“Les conditions économiques étant de plus en plus défavorables, et au pays d'origine elles ne sont pas les meilleures, il fallait tenter sa chance ailleurs, [au] Cameroun, plus attractif et où on peut se débrouiller facilement”*, témoigne un migrant.

Si l'avenir n'est plus au pays d'origine ni dans les pays voisins, il faut aller le chercher ailleurs. En Afrique centrale, des pays comme le Gabon, le Congo ou le Cameroun deviennent un nouvel eldorado. Le départ des Maliens du Tchad et du Niger pour le

Cameroun entre 1970-1974 et 1980-1984 correspond aux années de sécheresse qui ont frappé tant le Mali que les autres pays sahéliens, mais aussi à l'insécurité politico-sociale que connaissaient les populations tchadiennes à cette époque.

Cameroun : le nouvel eldorado des Maliens

Le redémarrage dans un nouveau pays est le résultat d'une insatisfaction ou d'un échec d'insertion économique dans le premier ou le second pays d'accueil. La comparaison entre les Indices de développement humain (IDH) du Mali et du Cameroun entre 1980 et 1999 illustre les raisons de la migration des Maliens au Cameroun.

Indices de développement humain (IDH) du Mali et du Cameroun, 1980-1999

	MALI	CAMEROUN
1980	0,52	0,463
1985	0,279	0,505
1990	0,312	0,514
1995	0,346	0,494
2000	0,386	0,500

Le différentiel important de niveau de vie a incité les Maliens à se diriger vers des pays plus développés, plutôt que de retourner au pays d'origine. Entre 1985-1989 et 1990-1994, parce que leurs affaires ne marchent plus et que leurs intérêts commerciaux sont menacés, des commerçants, immigrés au Zaïre (actuelle République démocratique du Congo), au Congo Brazzaville, au Liberia, au Gabon, et en Côte d'Ivoire, vont quitter ces pays pour venir à Douala.

Une stratégie de recherche permanente d'opportunités économiques

La migration malienne au Cameroun est motivée par les opportunités d'emploi surtout dans le secteur informel. En effet, les immigrés ont construit à Douala et à Yaoundé un espace de travail qui leur est propre, inséré dans l'économie camerounaise. En s'appuyant sur leur appartenance à des groupes socio-ethniques, ils

se sont ainsi installés dans des niches d'emplois délaissées par les autochtones, principalement le commerce général, la quincaillerie, la fabrique de marmites, la ferraille et la récupération. Les hommes se sont généralement établis dans les services (commerce, ferraille et récupération), tandis que les femmes se sont orientées plutôt vers la restauration. Ces différents secteurs sont investis tant par les anciens que les nouveaux arrivants. Provenant pour la plupart de zones rurales et généralement très peu instruits, leur présence dans le commerce s'explique par l'efficacité des réseaux migratoires tissés au cœur des migrations internationales. Face aux difficultés pour trouver des emplois salariés dans une économie déstructurée, ils se sont reconvertis dans les "business", en occupant durablement des magasins et des boutiques du *marché central*, du *marché des rails* ou *des hangars* et du *marché Congo* à Douala.

Si le commerce des Maliens du Cameroun est plutôt l'apanage des hommes, leurs comportements sont comparables à ceux des *Nana-Benz*, les femmes commerçantes togolaises de Noailles à Marseille étudiées par Sengel⁽⁵⁾. Ils ont su réadapter leur savoir-faire traditionnel pour développer des activités commerciales, y compris le négoce international. La dominance du commerce comme forme d'investissement dans le nouvel espace socioculturel recrée une forme de continuité entre pays d'origine et d'accueil, comme l'ont prouvé certaines études sociologiques⁽⁶⁾.

La friperie, monopole des migrants maliens ?

La friperie, ou commerce de l'habillement, est la branche la plus fréquentée. Sur 150 Maliens interrogés, 63 vendent des tissus et du prêt-à-porter. Comme les Ibo du Nord Nigeria à Cotonou au Bénin et à Lomé au Togo⁽⁷⁾, les Maliens font le commerce de l'habillement sur les marchés de Douala. Cette activité est structurée autour d'un système pluriethnique, formé par la combinaison de trois fonctions. La première est celle du chef de réseau et logeur, le grossiste-importateur (*jula-ba*). Les *jula-ba* représentent les pôles de la vie économique et sociale dans les marchés, à partir desquels s'organise la distribution du travail et de la marchandise. La deuxième fonction est celle du semi-grossiste et logeur à la fois (*jula-mankani*). La troisième fonction est celles des détaillants itinérants (*jula-den*). Souvent hébergés et employés par les grossistes, les détaillants font le courtage et touchent des commissions.

L'implication croissante des Maliens dans le commerce de l'habillement s'explique par les habitudes vestimentaires des autochtones, qui privilégient les vêtements occidentaux. Au contraire du Mali, et de l'Afrique de l'Ouest en général, où les populations ont une préférence pour les grands boubous en basin

et wax hollandais brodés. Les vêtements sont vendus dans les boutiques et sur les étals des marchés. Aux revendeurs maliens, majoritaires, s'ajoutent des Nigériens, des Nigérians et les Doualais.

À côté des vêtements, on trouve d'autres activités non moins importantes, comme la quincaillerie, la vente de bijoux ou de montres au *marché Congo* à Douala, qui témoignent d'une réelle diversification des activités des Maliens.

Une occupation spontanée de l'espace commercial

Plusieurs facteurs ont contribué à l'émergence des Maliens dans le commerce de l'habillement à Douala. Le premier facteur est celui de la "débrouille" dans le petit négoce, appelé le *bana-bana* ou la "sauvette", sur la voie publique sans autorisation. Les "débrouillards" travaillent pour le compte d'un patron et prélèvent leurs bénéfices. Pendant cette période, ils créent et multiplient les relations et s'installent progressivement dans le milieu.

Le second facteur est celui de la solidarité religieuse, nationale et ethnique. La plupart des commerçants maliens à Douala appartiennent à la confrérie wahhabite. À l'image des Maliens *jula* en Côte d'Ivoire, cette appartenance commune laisse à penser que "*pour être commerçant et réussir dans le commerce, il faut être musulman*" sunnite⁽⁸⁾. Au-delà de leur propre population, ils vendent leurs produits commerciaux à la population locale, dans la rue et dans les services publics.

Le troisième facteur est celui de la confiance acquise auprès des grandes surfaces commerciales internationales en Asie de l'Est et dans les pays arabes. Les Maliens ont créé des relations sociales et politiques qui ont favorisé, d'une part, la diversification de leurs activités commerciales et, d'autre part, leur installation dans le commerce général. Malgré cette spontanéité dans l'occupation de l'espace commercial, l'intégration des immigrés maliens au Cameroun dans le marché du travail butte sur différents obstacles.

Approvisionnement et distribution : l'utilisation des réseaux internationaux

Grâce à leur capacité d'adaptation et à leur activisme, les migrants maliens ont su partout en Afrique (au Cameroun, mais également en Côte d'Ivoire, au Sénégal, etc.) créer des réseaux commerciaux d'approvisionnement.

Les marchandises vendues sur les marchés sont obtenues de diverses manières. Des semi-grossistes importent du Togo et du Bénin par voie terrestre les chaussures, les produits de quincaillerie ou encore d'artisanat (montres, bijoux, etc.). Ces marchandises sont revendues à des détaillants, parfois à crédit en fonction du niveau de confiance instauré entre acheteur et revendeur.

L'importation de la friperie implique un plus grand nombre d'interactions entre les commerçants grossistes et semi-grossistes maliens, les grandes firmes internationales et les autres communautés africaines immigrées. Dans ce secteur, les réseaux d'approvisionnement sont très divers. L'habillement est importé en grande partie à partir de trois grands pôles.

Les grossistes sont en lien direct avec les pays d'Asie du Sud (Hongkong et Bangkok) et de la péninsule arabique. La valeur marchande par container et par trimestre varie entre 20 et 50 millions de francs CFA (soit entre 30 500 et 76 200 euros). Les semi-grossistes, ne disposant pas des moyens financiers des grossistes, importent les marchandises par groupage.

La zone de l'Afrique de l'Ouest est investie par les marchands moyens à partir des villes de Lomé au Togo et de Cotonou au Bénin, où la plupart des fournisseurs sont des compatriotes, installés depuis des décennies. La zone d'Afrique centrale s'appuie sur des réseaux de voisinage. La principale ville est Libreville au Gabon pour l'importation des chaussures et des articles de quincaillerie.

Figures d'une économie ethnique : les forgerons par nécessité

Les immigrés maliens connaissent diverses formes d'intégration au marché du travail. En plus du commerce général, ils travaillent dans la fabrique de marmites et la récupération de métaux. Ceux qui excellent dans cette activité sont exclusivement les immigrés dogon.

Le travail de la forge semble être le plus ancien métier dans lequel se soient investis les migrants maliens au Cameroun, dès le début des années soixante. L'enquête permet de tirer des conclusions intéressantes à cet égard et met en évidence un ancrage culturel pour les populations dogon au Cameroun. Les Dogon, spécialisés aujourd'hui dans ce domaine, seraient les premiers migrants maliens à avoir fait du travail de la forge leur activité professionnelle. Celui-ci est pourtant réservé aux hommes de caste au Mali. S'y adonner pour un non-forgeron au village représente une déchéance sociale importante. Ces immigrés, sont devenus progressivement fabricants de marmites, des forgerons par nécessité. Par

la suite, l'absence d'autre qualification professionnelle les a contraints à se cantonner à cette activité. Ce savoir-faire acquis en migration constitue non seulement un changement d'activité mais une transgression d'interdit au Mali. Pour le Dogon, l'émigration est donc au cœur d'un processus de déclassement et de reclassement social, en fonction du travail qu'il fait à l'étranger. Comme le dit Sayad, *“seul le travail dévalorisé assure la légitimité de l'immigré⁽⁹⁾”*.

Le monopole d'un travail dévalorisé

La fabrication de marmites est fortement associée aux Dogon dans leurs quartiers d'habitation à Douala et à Yaoundé. Ils constituent un groupe professionnel relativement homogène du fait d'un contrôle exercé sur le recrutement de ses membres. L'apprentissage du métier de fabricant de marmites est basé sur des systèmes familiaux, intra-ethniques et de monopoles villageois sur le marché. Le savoir-faire s'acquiert auprès d'un ou de plusieurs parents ou ressortissants du village. L'entrepreneuriat ethnique constitue ainsi une alternative à une position précaire sur le marché du travail. L'entrepreneur ethnique transforme un désavantage, son imputation ethnique, en une ressource qui devient le fondement d'une solidarité communautaire.

La maîtrise de la technique et des instruments de production a permis aux Dogon de monopoliser ce secteur. Mais ils soutiennent volontiers que leur profession n'a jamais été "*considérée*". Ce qui expliquerait qu'elle ait longtemps été réservée aux étrangers car regardée comme "*un métier peu valorisant*".

Actuellement, avec la crise, les ressortissants d'autres régions (Kayes et Koulikoro), d'autres ethnies maliennes (bambara, soninké et peul) et les nationaux s'intéressent de plus en plus à cette activité valorisée par les Dogon. La fabrique de marmites et le commerce de la ferraille, chasses gardées des Dogon, sont en passe de devenir un marché au portrait multiethnique et multinational dans les villes de Douala et de Yaoundé. En effet, les autochtones et les nationaux, depuis le début de la crise à la fin des années quatre-vingt, s'investissent dans ces commerces.

L'utilisation de savoir-faire acquis avant la migration

Les Maliens ont reproduit au Cameroun d'autres trajectoires et espaces exploités au Mali, avec la création de filières de commerce de bétail et de viande à l'intérieur et à la périphérie des villes de Douala et de Yaoundé. Les maquignons maliens et ceux du Nord Cameroun ont mis en place un marché de bétail entre le Nord et le littoral. Ils ont les mêmes habitudes et traditions en matière d'élevage et de commerce de bétail. Cette solidarité professionnelle peut s'expliquer par l'appartenance commune à l'ethnie peul. Les réseaux de commerçants maliens de bétail, alliés à ceux de leurs homologues du Cameroun, sont comparables à ceux des Soudanais commerçants de bétail au Togo⁽¹⁰⁾, ou des Peuls transhumants du triangle Mali-Burkina Faso-Côte d'Ivoire⁽¹¹⁾. Ils payent le bétail à Yaoundé et le revendent aux bouchers dogon à Douala, ou en exportent une part importante vers le Gabon par la route ou le chemin de fer.

Les inclassables ou le règne de la "débrouille"

À Douala et à Yaoundé, les "débrouillards" vivent souvent dans des conditions de vie précaires et pratiquent de petits métiers. Des secteurs tels que la restauration, la boucherie, le petit commerce de détail et autres, sont particulièrement investis par les anciens comme les nouveaux arrivants. De petits commerçants s'insèrent dans des niches laissées vacantes qui leur permettent de faire fortune dans la

société d'installation. Par exemple, la plupart des bouchers et des rôtisseurs dans les quartiers sont des Dogon ayant abandonné la forge et le commerce de la ferraille. Les Sonraï dominent le secteur des boutiques et des épiceries, appelées couramment au Mali *koroboro-bitigi*⁽¹²⁾.

À ces différentes catégories d'inclassables sur le marché du travail, il faut ajouter les "pousse-pousseurs" qui sont des dockers ambulants entre les grands marchés et les quartiers, des *bana bana*, comme on les appelle au Mali ou au Sénégal.

Les réseaux de parenté, clé de l'immigration malienne à Douala et Yaoundé

À leur arrivée en ville, les migrants maliens, comme tous les Ouest-Africains, sont accueillis à l'intérieur de réseaux de parenté fondés sur une région ou un village⁽¹³⁾. Les migrants maliens à Douala et à Yaoundé forment une population reconstituée sur le modèle de l'espace villageois organisé. Lorsqu'un migrant arrive, c'est un réseau très solide de parents qui l'accueille et le prend presque en charge, au départ dans un foyer. La mosquée des Dogon à Douala et le foyer dogon à Yaoundé sont des centres où tout nouvel arrivant rencontrera un parent ou un ressortissant de son village. Les principaux employeurs de la main-d'œuvre fraîchement débarquée sont les ressortissants d'un même village déjà établis, bien que n'étant pas toujours fortunés.

Le quartier de résidence est généralement le cadre privilégié et idéal de l'exercice de l'activité choisie⁽¹⁴⁾. La recomposition spatiale de l'activité est un indice d'installation durable. Par exemple, les ferrailleurs, les fabricants de marmites et autres, exercent leur profession dans leur quartier d'habitation. La proximité du lieu de travail (marché) et du logement constitue ainsi un indice de présence d'une communauté malienne dans le quartier et permet de cerner les types d'activités exercées par ces immigrés.

Entrepreneuriat malien et modes d'organisation

De plus en plus, les immigrés investissent l'espace économique dans les pays d'accueil en tant qu'entrepreneurs et indépendants (commerçants, artisans, etc.). Ils consomment et contribuent à la création de richesses.

Les immigrés maliens à Douala et à Yaoundé constituent des groupes socio-ethniques professionnels. Quatre types de relations essentielles structurent le

travail sur les différents marchés et dans les ateliers à l'intérieur des quartiers : les travailleurs indépendants, les sociétés familiales, les employeurs indépendants et les sociétés anonymes.

La création d'activités en son compte constitue une forme particulièrement originale d'insertion dans la société d'accueil. Beaucoup de Maliens immigrés ont créé leur propre entreprise après un long parcours de travail temporaire sous tutelle (entreprise familiale). Aussi, créer une entreprise signifie créer son emploi et ne plus dépendre des aléas du marché du travail. Pour créer une entreprise, il faut non seulement investir, mais aussi s'investir. Ce qui relève d'un véritable *“parcours de combattant”⁽¹⁵⁾*.

Entreprises familiales et constitution du capital

Dans le commerce général, les Maliens travaillent aussi en entreprises familiales. L'aîné fait venir du village des parents pour l'aider dans le commerce ou dans l'atelier. Ces relations de *“travail et parenté”* ou *“de tutelle”* reposent sur des rapports père/fils, frère/frère, frère/cousin et oncle/neveu. Cette formule reproduit l'organisation familiale du travail au village et joue un grand rôle dans la conquête de marchés.

La plupart des immigrés arrivent démunis de capital financier. Sur le marché, l'accès au capital commercial s'opère par le biais d'une multitude de positions et de statuts prescrits ou acquis dans le cadre de diverses institutions sociales existantes (solidarité parentale, villageoise, ou ethnique, et réseaux de clientèle, rapport protecteur/hébergé, etc.). Les frères travaillent sans salaire avec des cousins qui comptent, à la fin de la tutelle, leur concéder un fonds leur permettant de monter leur propre affaire. Le capital de départ peut être donné aussi par un grossiste sous forme de marchandises payées ou sous forme de prêt d'argent remboursé au terme de trois à six mois. Mais tous les immigrés maliens n'ont pas cette facilité. La plupart commencent comme revendeurs et accumulent peu à peu leur propre capital de départ. Certains perçoivent des commissions ou des pourcentages sur les bénéfices de vente, qu'ils peuvent reverser sous forme *“d'actions”* dans le capital familial. Tous attendent de quitter un jour la société, pour s'installer à leur compte, ce qui permettra à d'autres membres de la famille d'y entrer à leur tour.

Des commerçants maliens ont aussi choisi d'investir dans des sociétés anonymes : *“travail d'associés non apparentés”*. Il s'agit de personnes de même groupe d'âges, de même génération, mais ne relevant pas nécessairement d'une même ethnie ou

région. Parfois, l'association est faite avec des nationaux ou encore avec d'autres étrangers. Cependant, ces initiatives comportent aussi bien des avantages que des risques dans un pays qui n'est pas le leur. Pour des raisons de confiance surtout, chaque associé apporte sa (ses) part(s) d'action(s) pour la création de la société.

Accès aux infrastructures commerciales : le pouvoir des nationaux

Le moyen d'insertion le plus important pour les commerçants maliens et autres immigrés consiste dans l'obtention d'une place fixe au marché : boutique, magasin ou un atelier. Au moment de l'enquête, le *marché central* de Douala comptait 758 boutiques, construites dans les années quatre-vingt par le gouvernement. La citoyenneté camerounaise excluait l'étranger du grand commerce. Sur ces 758 boutiques, 137 étaient néanmoins occupées par des commerçants maliens.

L'accès aux infrastructures commerciales essentielles (boutiques) dépend fortement des démarches des nationaux auprès des institutions de l'État camerounais et des autorités communales de Douala. Les commerçants nationaux jouent un rôle important dans la redistribution des infrastructures commerciales en sous-louant les boutiques aux étrangers. À travers ce système de captation des ressources commerciales, les immigrés maliens ont occupé au *marché central* de Douala les boutiques et les magasins de l'État. Le contrat entre l'autochtone, enregistré au registre du commerce, et l'étranger qui prend le magasin ou la boutique est verbal. À la fin de chaque mois, l'autochtone vient chercher le prix de la location du magasin ou de la boutique⁽¹⁶⁾ et reverse ensuite à la municipalité le loyer fixé, gardant pour lui-même la différence. Les ferrailleurs, les récupérateurs de métaux non-ferreux, les fabricants de marmites et les artisans travaillent dans leurs quartiers, tout en occupant des concessions privées qui servent de dépôts ou d'ateliers. Elles appartiennent à des Doualais qui les louent entre 12 500 et 20 000 francs CFA (soit entre 19 et 30 euros) par mois.

Maîtrise de l'économie et tensions communautaires

L'ancienneté de la communauté malienne au Cameroun ne signifie pas pour autant sa bonne intégration, même si la convention de 1964 entre les deux pays leur accorde le droit de résidence et d'établissement. Depuis le début de la crise en

1990, la peur de l'étranger se développe de plus en plus dans la conscience des commerçants autochtones. Le migrant apparaît comme un prédateur des ressources économiques et des magasins sur les marchés, supposés réservés aux Camerounais. Cette situation a pour conséquence économique et sociale la cristallisation des tensions entre nationaux et étrangers. Dans une économie en pleine déstructuration, malgré les solidarités familiales, villageoises et communautaires qui organisent leur vie de migrant, les Maliens buttent contre de nombreux obstacles socio-économiques. Au Cameroun, la concurrence avec les nationaux (et les autres immigrés) se fait au niveau des prix et de plus en plus au niveau des infrastructures commerciales (boutiques, magasins et étals). Les nationaux qui sous-louaient les magasins des marchés aux étrangers sont en train de les récupérer petit à petit. Cette politique de mainmise sur le commerce est comparable à la politique de gabonisation ou encore d'ivoirisation des cadres et de l'enseignement dans ces pays. Une situation qui rappelle celle déjà vécue par les pêcheurs maliens en Côte d'Ivoire, interdits d'exercer leur activité par les autorités ivoiriennes en 1998. Sur le plan législatif, les bons rapports avec le pays d'accueil n'ont pas été entamés, bien que certains Maliens au Cameroun vivent dans la crainte, ignorant la convention entre les deux pays qui leur permet la libre circulation, la résidence et l'insertion dans l'économie locale.

La migration malienne au Cameroun fait aujourd'hui face à la raréfaction des opportunités d'emploi. Les difficultés de reconversion et de valorisation au village d'origine d'un savoir-faire acquis en migration (la forge) hypothèquent le retour. Ici, comme dans tout cycle migratoire, on retrouve le processus classique de classement/reclassement. Mais au delà de l'intégration sociale et résidentielle, les contraintes de l'économie du Cameroun cantonnent les migrants dans le secteur informel. ■

Notes

1. Peter Stalker, "Les travailleurs immigrés. Étude des migrations internationales de main-d'œuvre", Genève, Bureau international du travail, 1995.
2. Communauté des Maliens au Cameroun à Douala.
3. Association des Ressortissants Maliens au Cameroun.
4. *Mali 1996*, résultats descriptifs EMMU-93. Cerpod 1993.
5. M. Sengel, "Les Nana-Benz de Noailles", in *Hommes et migrations* n° 1224, 2000.
6. Andrea Rea et Maryse Triopier, *Sociologie de l'immigration*, Paris, La Découverte, 2003, p.50.
7. Michel Agier "Commerce et sociabilité. Les négociants soudanais du quartier Zongo de Lomé (Togo)", Orstom, 1983.
8. Véronique Petit, *Migration et société dogon*, Paris, Karthala, 1998.
9. Addelmalek Sayad, *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité*, De Beck Université, 1991.
10. Michel Agier, 1983, op. cit.
11. Véronique Ancey, "Les Peuls transhumants du Nord de la Côte d'Ivoire. L'État et les paysans: la mobilité en réponse aux crises", in *Crise, Ajustements et Recompositions en Côte d'Ivoire: la remise en cause d'un modèle*. Colloque international. Séance n° 6. GISDIS-CI, Orstom-Abidjan, 1994, p.1-12.
12. La plupart des boutiques et magasins d'alimentation des quartiers dans les villes régionales et secondaires du Sud, sont tenues généralement par les Sonraï, originaires de Gao et de Tombouctou, régions du Nord du Mali.
13. Sadio Traoré, "Migration et insertion socio-économique dans les villes en Afrique de l'Ouest", *Études et travaux du Cerpod* n° 16, octobre 2001.
14. Omar Merabet, "À la recherche des déterminants sociaux de la migration. Application à deux quartiers de Yaoundé", *Les cahiers de l'Iford* n° 25, Yaoundé, Iford, 1999.
15. Mohamed Khachani, *Les Marocains d'ailleurs, la question migratoire à l'épreuve du partenariat euro-marocain*, Association Marocaine d'Études et de Recherche sur les Migrations, imprimerie Al Karama, 2004, p.47.
16. La location des magasins par l'État aux nationaux et autochtones varie entre 12 500 et 18 000 francs CFA par mois. Ceux-ci le sous-louent pour un montant compris entre 25 000 et 35 000 francs CFA mensuellement aux étrangers qui ne peuvent pas prétendre officiellement aux infrastructures marchandes. Beaucoup de Maliens dans le marché central de Douala pensent qu'ils sont propriétaires de magasins ou de boutiques parce qu'ils ont donné 10, voire 15 millions, à un autochtone pour occuper "définitivement" les lieux. Acte que ne reconnaissent pas les autorités communales de la ville.

Bibliographie

- Sally E. Findley, *Les femmes partent aussi*, Cerpod, 1991.
- Philippe Bocquier et Sadio Traoré, *Urbanisation et dynamique migratoire en Afrique de l'Ouest. La croissance urbaine en panne*, Paris, L'Harmattan, 2000.
- Cécile Le Guay, "Entre Saint-Denis et le Mali, une citoyenneté sur deux continents", *Hommes et Migrations* n°1239, septembre 2002.
- Omar Merabet, "À la recherche des déterminants sociaux de la migration. Application à deux quartiers de Yaoundé", *Les cahiers de l'Iford* n° 25, Yaoundé, Iford, 1999.
- Omar Merabet et Francis Gendreau, *Les questions migratoires au Mali, Valeurs, sens et contresens*, Transec, 2006.
- Fanny Schaeffer, "Mythe du retour et réalité de l'entre-deux. La retraite en France ou au Maroc?", *Revue européenne des migrations internationales*, vol.17, publié en ligne le 9 juin 2006.
- Emile Temime, "Vieillir en immigration", in *Revue européenne des migrations internationales*, Volume 17, publié en ligne le 9 juin 2006.
- Sadio Traoré, "Migration et insertion socio-économique dans les villes en Afrique de l'Ouest", *Études et travaux du Cerpod* n° 16, octobre 2001.